21me Année. — N° 4820 Bureaux : rue Nain, 1 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES Bureaux : rue Nain, 1 Dimanche 17 Juin 1877

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 12.50
» » Six mois. . . 25.00
» » Un an . . . 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
En France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse), à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

COURSE DE PARIS

15 Juin

3 0/0	69 90
4 1/2.	98 75
Emprunts (5 0/0). . . .	104 55

(Service gouvernemental)

16 Juin

3 0/0.	69 40
4 1/2.	98 75
Emprunts (5 0/0). . . .	104 95

15 JUIN.

Service particulier du Journal de Roubaix.

Actions	Banque de France	3035 00
»	Socié. géné. détache	470 00
»	Crédit foncier de France	618 00
»	Chemins autrichiens	458 00
»	Lyon	991 00
»	Est	600 00
»	Ouest	653 00
»	Nord	1275 00
»	Midi	760 00
»	Suez	663 00
6 0/0	Péruvien	»»0/0
Actions	Banque ottomane (ancienne)	000 00
»	Banque ottomane (nouvelle)	340 00
Londres court		25 20 0/0
Crédit Mobilier		128 00
Turc		8 70

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 15 juin.

Change sur Londres, 4,88 0/0; change sur Paris, 5,13 0/0.
Valeur de l'or 105 0/0.
Café good fair, (la livre 19 1/4)
Café good Cargoes, (la livre) 20 0/0.
Marché soutenu.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Ce, représentés à Roubaix par M. Balteau-Grymonprez :

Hâvre, 16 juin.

Ventes 1,200 balles, bonne demande, Surates raidissants.

Liverpool, 16 juin.

Ventes 12.000 balles. Disponible, ferme, livrable plus facile.

New-York, 16 juin.

11 3/4
Recettes de la semaine 9,000 balles.

ROUBAIX 16 JUIN 1877.

Bulletin du jour

La journée parlementaire d'aujourd'hui aura certainement une influence décisive sur l'avenir de notre pays et un grand retentissement dans l'histoire. Nous saurons ce soir si le groupe des manifestants est resté uni dans son hostilité contre le ministère, ou si, plus soucieux des intérêts du pays, il s'est décidé à ne pas forcer le Cabinet à demander au Sénat de prononcer la dissolution de la Chambre.

Selon une parole banale, mais exacte, « la parole est désormais aux événements; » et formuler des hypothèses, c'est argumenter au hasard. Il est permis toutefois de se demander si le centre gauche continuera à obéir disciplinairement aux ordres de M. Gambetta, si M. Thiers marchera d'accord avec lui, M. Naquet avec M. Waddington, M. Martel avec M. Ordinaire, qui le traitait « d'assassin » en pleine Assemblée, il y a deux ans.

Ceux qui estiment que la modération ne perd jamais ses droits en France espèrent que le centre gauche se refusera à se laisser conduire à l'aveuglette. On parle de pourparlers engagés, de scrupules, de tiraillements. Ces tiraillements peuvent exister en effet; et il paraît avéré, par exemple, que M. Bérenger a retiré son interpellation (reprise d'ailleurs par M. Emmanuel Arago), et que M. Berthaud, président du centre gauche, n'aurait eu aucune répugnance à se prêter aux ouvertures d'un familier de l'Elysée. Mais ce serait se faire illusion que de conclure au général, en s'appuyant sur ces cas particuliers.

Nous reconnaissons volontiers que l'on trouve dans les rangs du centre gauche, des hommes d'une valeur incontestable, conservateurs égarés, mais ayant réfléchi depuis le 16 mai, et anxieux de l'inconnu — est-ce bien inconnu qu'il faut dire? — où les meneurs de la majorité les veulent entraîner.

Malheureusement ce n'est là qu'une exception, et il est à redouter que le centre gauche ne s'obstine à faire partie de l'armée radicale.

Les éléments modérés des gauches se montrent de plus en plus attérés de la tournure que prend la politique radicale imposée par M. Gambetta. Pris entre les radicaux et les partisans de M. Thiers, leur résistance a été paralysée et ils n'ont pu, malgré l'appui des gauches sénatoriales, faire prévaloir sur aucun point leurs idées de conciliation. Aussi, renonçant à faire entendre leur conseils, ils n'assistaient hier à aucune des réunions qui ont été tenues.

Ces mêmes députés sont d'autant plus effrayés des résultats probables de la lutte qui va s'engager entre les radicaux et les conservateurs, qu'ils se sont montrés jusqu'ici trop dociles aux ordres de M. Gambetta pour que les droites puissent leur faire une place dans leurs rangs au moment des élections, et que, d'autre part, si M. Gambetta et M. Thiers ne les couvrent pas de leur protection, leur insuccès électoral n'en sera que plus certain et plus éclatant. Ils commencent, mais il est trop tard, à comprendre que les modérés du parti républicain se sont suicidés en suivant aveuglément la politique radicale, sans avoir jamais eu assez d'énergie et de courage pour réagir contre elle.

M. de Sacy vient d'écrire une préface destinée à paraître en tête d'une nouvelle édition des *Lettres provinciales*, de Pascal; dans cette préface, que publie aujourd'hui le *Journal des Débats*, nous trouvons des réflexions et des aveux précieux à recueillir : c'est sans doute par mégarde que la feuille des sceptiques les a laissé passer :

.....Pascal, s'il revenait au monde, referait-il les *Lettres provinciales?* Se rangerait-il avec les ennemis des jésuites et recommencerait-il contre eux cette lutte terrible dans laquelle, après bien des vicissitudes, les jésuites ont fini par triompher catholiquement? Je suis convaincu que non. Car, je vous en prie, quels auxiliaires aurait-il? En quelle compagnie se trouverait il? N'est-il pas plus clair que le jour qu'à l'heure actuelle, sous le nom des jésuites, c'est l'Eglise catholique tout entière qu'on attaque, derrière l'Eglise catholique le christianisme même, et avec le christianisme toute foi en Dieu, toute croyance en l'immortalité de l'âme et en une vie future, c'est-à-dire le principe de tout droit et de toute justice; et ces vérités fondamentales qui seules ont tiré l'homme de l'abrutissement, et seules l'empêchent d'y retomber? La science augmente la puissance passagère de l'homme sur ce monde, elle ne lui dit rien sur sa destinée; elle n'a rien à répondre à ces deux questions qu'il faut pourtant résoudre de façon ou d'autre, et qui ont enfanté toute philosophie et toute religion : D'où venons-nous? où allons-nous? Et Pascal perdrait son temps à batailler contre les jésuites! Il oublierait ce qu'avec toute sa pénétration il ne pouvait pas prévoir en 1656 et en 1857, lorsqu'il écrivait ses *Lettres provinciales*, ce que nos pères ont vu en 1792, et que nos enfants pourront revoir, l'Eglise déchirée, les évêques chassés de leurs siéges, les curés de leurs paroisses, par cette informe constitution civile du clergé qui devait conduire au renversement des autels!

Ah! cette plume qui a écrit, pour un autre temps, les *Lettres provinciales*, si Pascal la trempait encore dans une encre amère, ce serait contre ces protestants étrangers qui proclament si haut la liberté de conscience et ferment ou confisquent les églises catholiques contre ces penseurs indépendants qui insultent et outragent toute pensée qui n'est pas la leur! Ces directions d'intention, ces restrictions mentales dont ils s'est tant moqué, ces permissions qu'on s'accorde si facilement de fausser la vérité dans l'intérêt de son parti ou de sa cause, de calomnier sans mesure ses adversaires où les retrouverait-il? Où fleurit et prospère cette maxime qu'on altant reprochée aux jésuites comme s'il l'avaient inventée et qu'elle leur appartînt en propre : *La fin justifie les moyens?* Quelles violences, quel renversement de lois, de constitutions, de gouvernements, n'a-t-on pas chercher à justifier, ne chercherait-on pas peut-être à justifier encore dans l'avenir avec la *souveraineté du but, la nécessité du progrès, l'intérêt et la volonté présumée du peuple?* »

La conclusion de ce passage et la conclusion de l'histoire, c'est que l'on peut dire en toute vérité des révolutionnaires ce que l'on a dit des jésuites en toute fausseté.

L'enterrement de M. Adam

On écrit de Paris :

« L'enterrement civil de M. Edmond Adam a eu lieu cette après-midi. Depuis trois heures et demie environ, la foule stationnait devant la maison Sallandrouze, sur le boulevard Montmartre.

Ce n'est pas sans peine que les sergents de ville ont pu rétablir la circulation. Dans la foule beaucoup, de sénateurs et de députés de la gauche. A 4 h. 35, le cortège s'est mis en marche se dirigeant vers le Père Lachaise.

Le cercueil était littéralement couvert de fleurs. Derrière le corbillard venaient le frère et le fils du défunt qui conduisaient le deuil. Puis, MM. Victor Hugo, Duclerc vice président du Sénat, Crémieux, Gambetta, Noël Parfait, Leblond Garnier Pagès, en un mot, toutes les notabilités du parti républicain.

« M. Gambetta a été très-entouré.

« Le public a fait en passant deux petites remarques : personne ne tenait les cordons du poële, et M. Thiers ami particulier de M. Edmond Adam, était absent. »

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.

Paris, 15 juin 1877.

La résolution prise par les bureaux des gauches de refuser le vote du budget et l'approbation, qui a été donnée à cette résolution par les divers groupes de la gauche qui ont tenu séance hier, ont tout à fait éclairci la situation en ce qui touche la dissolution. Il ne paraît plus discutable qu'on soit obligé de la réclamer. J'ajoute qu'il n'y a pas non plus le moindre doute sur le vote du Sénat.

Quant à la séance de demain, elle excite, dans le monde politique, moins de préoccupations qu'on pourrait se l'imaginer, parce que les incidents et le résultat en sont parfaitement prévus. Vous aurez remarqué que le procès-verbal des gauches annonce que la discussion aura lieu à la séance de demain. L'assertion peut, au premier abord, avoir l'air assez hasardée, parce qu'il n'est guère d'usage qu'on discute une interpellation avant de savoir si le gouvernement est prêt ou préfère la remise à un autre jour. Mais, en fait, le procès-verbal a raison.

Le gouvernement, depuis longtemps avisé de l'intention de ses adversaires et qui s'est mis en mesure de leur répondre, doit se déclarer prêt à soutenir la discussion.

Vous verrez dans les journaux de la gauche que MM. Grévy, Gambetta et de Marcère se sont partagé les rôles. La réunion que les présidents des groupes tiennent ce soir n'a pas pour but de modifier cet ordre de bataille, mais uniquement d'arrêter définitivement les termes de l'ordre du jour qui sera présenté. M. de Fourtou prendra la parole au nom du gouvernement. Il y a apparence qu'il s'occupera bien moins de défendre la politique du cabinet, devant la Chambre des députés, que de l'exposer devant le pays. Puis, viendra l'ordre du jour de défiance qui sera certainement voté à une grande majorité. Si, cependant, on en croyait quelques mauvaises langues, il n'y aurait rien d'absolument impossible à ce qu'au moment du vote, un certain nombre de députés du centre gauche s'abstinssent. Nous saurons seulement, demain soir, à quoi nous en tenir là-dessus.

On a parlé aussi de l'intervention de M. de Broglie dans le débat. En réalité, rien n'est décidé à cet égard. M. le duc de Broglie ne prendra la parole que si les circonstances semblent l'exiger, mais il n'est pas certain qu'il en soit ainsi. Les projets primitifs étaient que M. de Broglie répondrait au Sénat à l'interpellation Bérenger. Celle-ci est définitivement abandonnée ainsi que vous pouvez le voir dans les comptes-rendus des réunions tenues hier par la gauche.

Malgré la détermination officiellement annoncée en quelque sorte des bureaux des gauches, le gouvernement n'en est pas moins décidé à réclamer le vote des quatre contributions directes. A peine ai-je besoin d'ajouter qu'il n'y a aucun espoir sérieux de voir accueillir cette demande, mais un refus officiellement formulé par la Chambre donnera au cabinet le prétexte suffisant pour demander au Sénat une autorisation de dissolution qui ne sera certainement pas refusée.

Il y eu conseil des ministres, hier, et il y aura une nouvelle réunion demain. Les plans arrêtés sont tenus sous le secret le plus rigoureux, au grand regret des gauches qui font des grands efforts pour les connaître afin de régler en conséquence leur conduite.

On a parlé de l'intention où serait M. Thiers de prendre la parole dans le débat. J'ai pris à cet égard des informations, qui me donnent la conviction de si l'ex président assiste à la séance, il ne paraît pas douteux du moins qu'il garde le silence. Mais il n'est pas vrai, d'autre part, qu'il ait engagé M. Gambetta à ne pas prendre la parole. C'est bien peu connaître, d'ailleurs, le caractère de l'ex-dictateur que de s'imaginer qu'un conseil de ce genre pourrait avoir sur lui la moindre influence.

De nouveaux renseignements qui me sont parvenus depuis hier, me donnent lieu de penser que c'est décidément M. de la Rochefoucauld-Bisaccia qui sera le candidat de l'extrême droite pour le remplacement de M. de Tocqueville. Encore bien que M. Lucien Brun fut un excellent candidat, au point de vue légitimiste, il avait contre lui certain discours prononcé à l'Assemblée nationale contre ce même Sénat, dans lequel on voulait aujourd'hui le faire entrer. Nul n'ignore d'ailleurs que M. le comte de Chambord honore d'une bienveillance toute particulière le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia.

Indépendamment de la lettre dont on a parlé et par laquelle M. Gambetta a fait connaître au ministre des finances la résolution prise par la Commission de refuser le budget, il y en a eu une autre, également écrite par M. Gambetta mais adressée au vice-amiral Gicquel des Touches. Le ministre de la Marine avait demandé par letre à M. Gambetta, quelle décision comptait prendre la Commission du budget, touchant un crédit de 16 millions inscrit dans le compte de liquidation et, ayant pour objet de couvrir les dépenses de travaux en exécution pour la défense des côtes. M. Gambetta n'a pas attendu la réunion de la Commission pour répondre au ministre que le rapport favorable serait déposé dès la reprise de la session et qu'il ne doutait pas que la Chambre votât le crédit.

Vous savez que l'enterrement purement civil de M. Edmond Adam a lieu ce soir, à Paris. On s'attend à ce qu'au cimetière, plusieurs discours politiques soient prononcés. Le désir des organisateurs du convoi eût été que le départ n'eut lieu qu'à cinq heures, ce qui eut permis de traverser les quartiers populaires à l'heure de la fermeture des ateliers, mais la préfecture de police n'a pas, dit-on, senti la nécessité de donner cette facilité aux amateurs de manifestations.

L'épuration du personnel des juges de paix se poursuit sans relâche mais aussi sans précipitation. La liste publiée ce matin, au *Journal officiel*, contient six révocations et une mise à la retraite. Il y a également 18 révocations de suppléants de juge de paix.

Un député qui votait souvent avec les gauches, M. Deviolaine, vient d'écrire au *Journal de l'Aisne* que son vote était acquis à la politique présidentielle contre celle des gauches.

(Autre correspondance)

Paris, 15 juin.

D'après les conversations particulières de certains républicains notables, il faudrait conclure que la confiance ne règne plus, au moins depuis quelques jours, dans leur monde comme au lendemain du 16 mai.

L'adhésion des royalistes à la politique du nouveau gouvernement aurait provoqué cette impression de déconvenue et d'inquiétudes. On espérait très-sérieusement, à gauche, que l'accord des groupes conservateurs demeurerait impossible jusqu'à la fin. On voit maintenant qu'on s'était trompé, et cette première déception donne beaucoup à réfléchir.

Les gauches ont une véritable *Direction de la presse* sous la haute main d'anciens fonctionnaires républicains et radicaux qui utilisent les connaissances, l'expérience et les renseignements acquis pendant leur passage au ministère de l'intérieur.

Or, un de ces fonctionnaires fait savoir à ses ministres *impatientés* que depuis deux ou trois jours, la presse légitimiste de province, à l'exception de trois ou quatre de ses organes, était devenu unanime à recommander l'accord et l'alliance avec le gouvernement.

Cerapport, en faisant ressortir la gravité de ce symptôme, ajouterait que si les conservateurs se maintiennent ferme sur le terrain où ils viennent de se placer, et s'ils ont seulement *deux mois* pour s'organiser, ils feront les élections générales comme ils l'entendront.

Mais sur quoi, persiste-t-on à compter dans les rangs de la gauche, c'est sur le défaut de suite dans les calculs des conservateurs. On spécule aussi sur des *fautes de détail* que pourrait commettre le Cabinet, soit par lui, soit par ses agents.

Les maladresses, comme celle qu'on a commise, à propos du prétendu article du *Times*, pourraient être facilement exploitées; et a tout prix, il faut éviter ces excès de zèle.

En outre, quelques choix gouvernementaux ont eu un peu, par suite de circonstances locales, le caractère de provocations inutiles. Inutile aussi de spécifier lesquels; mais il est bon que le gouvernement se sache très-surveillé à cet égard et n'ignore pas le parti qu'on peut tirer auprès de populations irréfléchies de ses actes les plus secondaires. En un mot il convient qu'il fasse *le nécessaire et rien de plus*.

Autre point à signaler. Dans la masse des boutiquiers, des petits commerçants, même chez les moins radicaux, on n'a pas suffisamment compris l'acte du 16 mai, et cela par la faute de certaines feuilles conservatrices qui l'ont commenté. Ces feuilles ont beaucoup trop présenté le changement de ministère, la prorogation, etc, comme une manifestation de force et de volonté de la part du Maréchal. Aujourd'hui encore, elles s'attachent à montrer celui-ci comme prêt à aller au devant du conflit, sauf à briser tous les obstacles. Il suit delà que le petit commerce, qui souffre réellement, attribue à la volonté, à l'initiative du Maréchal l'état de choses qui le ruine. On devrait au contraire, s'attacher à prouver que le Président a été contraint à dessiner sa politique, par les obstacles que les gauches suscitaient chaque jour, et que cette politique vise justement à couper court aux conflits que soulevait quotidiennement l'antagonisme des pouvoirs, voulu par la majorité parlementaire.

D'où viennent les crises? De la mésintelligence entre les pouvoirs.

Deux de ces pouvoirs sont d'accord : l'exécutif et le Sénat.

Un seul provoque la lutte, le corps législatif.

Donc pour rétablir l'accord, la sécurité, la confiance, la marche régulière des affaires, il faut que ce troisième pouvoir soit rendu conforme aux deux autres.

Ce qui ne peut se faire que par de nouvelles élections générales conservatrices.

Toute la cohue des républicains, des radicaux et des communards prépare une manifestation monstre d'opposition démagogique et d'athéisme à propos de l'enterrement civil du sénateur Adam, l'ancien ami et confident de Rochefort.

Le *Courrier de Genève* nous fait connaître une nouvelle rétractation d'un prêtre vieux catholique; c'est un Bavarois qui avait pris part à la spoliation de l'Eglise Notre-Dame de Genève.

Le prétendu évêque des vieux catholiques en Suisse, dans un rapport récent, a fait l'aveu que, pendant l'année 1876, treize prêtres-apostats étaient revenus à l'orthodoxie romaine.

Toujours peu d'affaires à la Bourse, quoique la hausse se maintienne.

Les recettes générales ont acheté pour 10,000 fr. de rentes 3 0/0, pour 26,000 fr. de 5/00, et on a escompté pour environ 5,400 fr. de rentes françaises.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France n'offre rien d'important à signaler.

La fermeté du Crédit foncier est la conséquence de l'amélioration qui s'est produite sur les valeurs égyptiennes.

DE SAINT-CHÉRON.

DISCOURS

Prononcé à la séance de clôture de l'Assemblée générale des membres de l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, par le comte Albert De Mun, député du Morbihan.

Monseigneur (1) Messieurs,

Quand, au quatrième siècle, les païens, enhardis par les dangers qui menaçaient l'empire, accusaient les chrétiens, pour les perdre dans l'esprit du peuple, d'en être responsables, et qu'un rhéteur fameux (2) venait, dans un langage passionné, les dénoncer aux pouvoirs publics, un grand évêque, élevant la voix à son tour, vengea, du même coup, dans une lettre indignée, leur Dieu méconnu et leur patriotisme outragé, et la postérité ajoutant à tant d'autres ce titre de gloire, garde à saint Ambroise une immortelle admiration, parce que, suivant la parole de son historien, « il a porté, sans faiblir, le témoignage de Jésus-Christ devant les rois irrités. » (*Applaudissements.*) Après quatorze siècles écoulés, le paganisme moderne a retrouvé, pour nous flétrir, le langage du rhéteur de Rome; mais Dieu réservait aux chrétiens pour cette douloureuse épreuve l'éloquence et le courage d'un nouvel Ambroise. (*Bravos et double salve d'applaudissements.*)

Vos regards, Messieurs, m'ont dicté ce témoignage, et j'étais sûr d'aller au-devant de vos pensées, en le plaçant au premier mot de ce discours comme une satisfaction pour nos cœurs, et comme une légitime protestation de nos consciences. (*Vifs applaudissements.*)

Quelle parole, d'ailleurs, pouvait mieux convenir à la circonstance qui nous rassemble, que ce mouvement spontané de nos âmes, où éclate, à la fois, dans la résistance aux ennemis de l'Eglise, l'étroite union des fidèles et de leurs pasteurs, et l'alliance éternelle de la foi religieuse avec la foi patriotique. (*Applaudissements.*)

Notre Œuvre, Messieurs, porte ce triple caractère, et c'est pourquoi nous avons le droit de dire qu'elle est proprement l'Œuvre sociale qui convient à notre temps; l'Œuvre sociale, je répète ce mot qui s'est rencontré si souvent sur nos lèvres au cours de cette assemblée, et qu'il ne faut pas nous lasser de redire. Notre Œuvre n'est pas une œuvre ouvrière; elle n'est pas une œuvre de moralisation, elle n'est pas une œuvre de charité; ou plutôt elle est à la fois tout cela, elle est une Œuvre sociale.

Voilà l'enseignement que nous devons emporter de cette assemblée générale. Chaque année, cette rencontre solennelle entre des hommes venus de toutes les extrémités de la France, laisse dans nos cœurs un souvenir particulier qui marque dans notre Œuvre un progrès nouveau et qui nous oblige à faire un pas de plus en avant : la nette affirmation de ce caractère social de notre Œuvre, et la résolution de le manifester énergiquement, tels seront les fruits de nos entretiens de cette année.

Si nous jetons aujourd'hui, messieurs, comme c'est une disposition naturelle de nos esprits, à cette réunion périodique qui marque un point de partage entre le passé et l'avenir, si nous jetons un regard vers les années écoulées, et sur le chemin parcouru, jamais nous n'aurons trouvé dans ce rapide examen un plus grand sujet d'admirer les desseins de la Providence, et de prendre confiance dans les destinées qui nous sont réservées.

Il en est bien peu, parmi vous, messieurs, qui aient gardé la mémoire de notre première assemblée, moins encore qui aient assisté aux premiers pas de noire Œuvre, et à ces travaux de la première heure, si doux et si rudes à la fois, dont le bruit se perdait dans l'écho des grandes catastrophes sous lesquelles la France succombait. Pour nous, ouvriers de cette première heure, il y a, de ces souvenirs, au fond de nos cœurs, une trace ineffaçable et cette enfance de notre Œuvre nous apparaît comme au père de famille, les mille et touchants détails du temps où il aidait à se tenir debout, ce grand fils qui s'avance aujourd'hui, dans sa vie, plein de force et d'honneur (*Applaudissements*).

Douce émotion de la première victoire et de cette journée qui nous parut si grande, où deux cents personnes, recrutées à grand peine, parmi les complaisants, les amis et les curieux venaient au sommet de la colline de Bellevi le apporter comme une aumône, à l'inauguration de notre premier Cercle, leur attention distraite, secours inattendus de la Providence, reçus avec transport comme le gage espéré de notre confiante témérité, souvenirs bien aimés des temps héroïques de notre courte histoire, je vous salue d'un cœur attendri! Depuis, nous avons vu la foule se presser sur le passage de notre bannière, nous avons donné de grands spectacles et connu des enthousiasmes sans nom! jamais nous n'avons rien vu qui fît éclater plus manifestement à nos yeux la volonté de Dieu sur notre Œuvre, que cette humble réunion d'hommes rassemblés en dépit de tous les obstacles, pour entendre la profession de foi de quelques soldats inconnus, qui venaient déployer l'étendard de la croix, comme un signe de salut et de réparation, sur la colline ensanglantée par le crime. (*Applaudissements*)

De là, comme au souffle du vent, l'incendie s'élève d'une étincelle, notre Œuvre a grandie, emportée par la grâce de Dieu, malgré la volonté des hommes, se montrant partout et partout plantant son drapeau, recueillant tour à tour des applaudissements, les murmures ou les outrages, à peine suivie par ses serviteurs qu'elle entraîne tout haletants derrière elle, mal comprise encore de la foule qui l'entend et la regarde, mais paraissant cependant à tous comme une force qui grandit et qui compte, que les uns saluent comme une espérance et que les autres dénoncent comme un danger. Et voici aujourd'hui, après cinq ans de travail et de luttes, forts de nos trois cents associations répandues par toute la France, de la discipline qui les unit et de la foi qui les anime, nous avons le droit de répéter avec confiance le nom de cette Œuvre née dans l'obscurité et de proclamer qu'elle est dans notre temps l'Œuvre sociale par excellence.

D'où vient donc que notre confiance est si grande? d'où vient que dans la société troublée, notre Œuvre nous apparaît, comme dans une mer tourmentée, la bouée qui marque la place où l'ancre s'est enfoncée? d'où vient que nous ne demandons pas seulement l'encouragement et la sympathie, mais que nous nous croyons assez forts pour être le salut.

Ah! C'est qu'au milieu du désordre universel, seuls, les catholiques ont des principes nets et définis; seuls, ils puisent à des sources certaines cette distinction du bien et du mal que les autres sont impuissants à trouver; et seuls, ils apprennent d'un enseignement infaillible ce qui est juste et ce qui est injuste, ce qui est le droit et ce qui ne l'est pas, ce qui est l'erreur et ce qui est la vérité! Seuls, enfin, ils peuvent assurer à l'autorité le respect qu'elle mérite, parce qu'ils en découvrent en Dieu la source légitime, et dans la loi divine la règle fondamentale, hors de laquelle il n'y a place que pour l'arbitraire ou pour la violence. A cette lumière de la foi, la route leur apparaît clairement tracée au milieu des difficultés de la vie, et, certains de ne pas se tromper, ils vont droit au but où Dieu les conduit et où les rappellent leurs destinées éternelles.

Seuls, ainsi, les catholiques sont aujourd'hui capables de prendre d'une main ferme le gouvernail de la société et de la conduire au port à travers les tempêtes soulevées par l'esprit moderne. (*Applaudissements*).

Aussi, connaissant cette force redoutable, la révolution, près de consommer son œuvre, s'attaque à la religion avec une fureur nouvelle, et voilà pourquoi la guerre au catholicisme est son dernier mot, comme il a été le premier; voilà pourquoi nos adversaires sont obligés de creuser eux-mêmes un abîme entre eux et les catholiques, et pourquoi, après avoir épuisé tous les subterfuges, et pris tous les masques, il faut enfin qu'ils en viennent, pour livrer un suprême et dernier combat, à nous montrer franchement du doigt et à dire: « Voilà l'ennemi! » (*Bravos, applaudissements répétés*). C'est qu'ils savent bien que tant qu'ils n'auront pas définitivement renversé cette barrière qui s'élève entre l'homme et ses passions, ils n'auront pas son âme, et c'est son âme qu'il leur faut pour le jeter lui-même dans cette fournaise révolutionnaire, dont ils sont les infatigables pourvoyeurs. (*Applaudissements*).

La révolution, messieurs, je ne veux pas dire tel ou tel accident de la fortune des peuples, mais cette doctrine funeste qui trouve dans le cœur de l'homme des racines aussi anciennes que lui-même, parce qu'elle s'appuie sur son orgueil, doctrine de révolte et de négation, qui s'attaque au droit et à l'autorité et qui les remplace par la force et par le nombre : c'est là qu'est la révolution, bien plutôt que dans les tempêtes qui viennent, à certains jours, bouleverser notre société. Après avoir conquis, par des assauts violents et multipliés, le sol de la France, elle y a tout envahi, l'esprit d'abord et les pensées de la multitude, empruntant, pour mieux séduire les hommes, les visages les plus divers et se faisant, pour plaire, douce et souriante. La voyant pacifique, les hommes ont cru qu'ils l'avaient domptée, et, tandis qu'ils s'apprêtaient à lui donner des chaînes, ils se laissaient eux-mêmes attacher à son char et traîner derrière elle. (*Applaudissements*).

Alors les violences ont disparu et le calme s'est fait à la surface : mais il s'est établi dans la société un compromis inavoué entre l'orgueil et la lâcheté des hommes, entre la révolte et la peur, où le droit a disparu, où la justice n'a plus été qu'un mot, et où l'on n'a plus su distinguer le bien d'avec le mal, et l'erreur d'avec la vérité : ainsi livrée, sans boussole et sans guide, au hasard des passions et semblable au navire désemparé qui erre au gré de la tempête, la société moderne s'agite

(1) S. E. Mgr le cardinal Guilbert, archevêque de Paris.

(2) Symmaque, préfet de Rome.